## Département de l'Essonne Arrondissement de Palaiseau Commune de FONTENAY-LES-BRIIS

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Réf.	2025	07

Date de Convocation	Date d'affichage	Nombre de Conseillers		
28/03/2025	09/04/2025	En exercice	Présents	Votants
		19	14	19

L'an deux mille vingt-cinq, le trois avril à 19h00, le Conseil municipal légalement convoqué, s'est réuni, salle Georges Blanc de la mairie de Fontenay-lès-Briis, 1 place de la Mairie, sous la présidence de Monsieur Thierry DEGIVRY, Maire.

## OBJET : MISE EN PLACE D'UN RÉGIME D'ÉQUIVALENCE DU TEMPS DE TRAVAIL POUR L'ENCADREMENT DE SÉJOURS ENFANCE/JEUNESSE

VU le Code général des collectivités territoriales (CGCT),

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

**VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

**VU** le décret n°2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat

**VU** le Décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale,

**CONSIDERANT** la nécessité d'encadrer le régime du temps de travail des agents en charge de l'encadrement de séjours,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité.

APPROUVE l'adoption du régime d'équivalence prévoyant :

- La rémunération des heures de nuits à raison d'un forfait de 4 heures de travail par nuit ;
- La rémunération de chaque heure de travail effectif en journée ;
- Le bénéfice pendant ou à l'issue du séjour, d'un repos compensateur équivalent à la fraction de repos quotidien dont les agents n'ont pu bénéficier.

**PRECISE** que ce régime d'équivalence est applicable à l'ensemble des agents qui participent à, l'encadrement de séjours

**AUTORISE** le Maire à effectuer toutes démarches et à signer tous documents qui seraient rendus nécessaires par l'application des dispositions de la présente délibération.

**DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité

Le Maire,

La secrétaire de séance

Accusé de réception en préfecture 091-219102431-20250408-DEL\_2025-07-DE **Siret** 2 19102431-006183/04/2025

